



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs d'Ecole et PEGC  
Section des Hauts-de-Seine  
Fédération Syndicale Unitaire

Nanterre, le mardi 10 juin 2008

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Exceptionnellement, les délégués du personnel SNUIPP acceptent de siéger aujourd'hui en CAPD alors qu'un appel à la grève est lancé par la CGT, la FSU et Solidaires dans la Fonction Publique.

C'est l'ordre du jour de cette commission paritaire qui nous a conduit à cette décision. L'examen des demandes d'exeat, les réponses données ont de nombreuses répercussions sur la vie professionnelle et personnelle de nos collègues. Il nous a semblé impossible de retarder des décisions qui engagent leur avenir, d'autant qu'un certain nombre de CAPD traitant des ineats ont eu lieu ou auront lieu dans les prochains jours.

Toutefois, et bien que nous sachions que la satisfaction de nos revendications ne relève pas de la responsabilité de l'Inspection Académique, nous tenons à rappeler aujourd'hui les raisons qui ont conduit notre organisation syndicale, après les grèves du 15 avril et du 15 mai, les manifestations des 18 et 24 mai avec les parents d'élèves, à poursuivre l'action en appelant à la grève.

- Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » s'il est retenu est lourd de conséquences pour l'avenir des personnels, leurs statuts et les Services Publics.
- Les nouvelles mesures issues de la RGPP faciliteront encore les suppressions de postes dans les budgets de la Fonction Publique sans que soient réellement posées les questions des missions des Services Publics et des besoins réels des usagers.
- La question des salaires et du pouvoir d'achat n'a reçu aucune réponse positive, les pertes de pouvoir d'achat sont toujours à l'ordre du jour et de plus en plus criantes pour les fonctionnaires.
- Quant aux orientations pour l'Education, la politique éducative du gouvernement tourne le dos à l'ambition de promouvoir la réussite de tous les jeunes. En imposant des mesures sans concertation préalable (suppression du samedi matin, mise en place de stages de remise à niveau pendant les vacances, nouveaux programmes, modification de la formation initiale, sans oublier l'instauration d'un service minimum ...) le gouvernement montre sa volonté de modifier profondément les missions de l'Ecole Publique, au moment où plus que jamais la démocratisation de l'accès aux savoirs devrait être le principal objectif.

Cette nouvelle journée d'action montrera une fois de plus l'inquiétude des collègues, leur refus des régressions. Elle trouvera sûrement des prolongements dès la rentrée prochaine.